1. Février 1783.

179

cela seulement durant le tems de son commerce, n'a rien à se reprocher, que cest donc mal à propos qu'on a allarmé sa conscience en lui persuadant, qu'elle avoit des gains illégitimes, que les restitutions, qu'elle a ordonnées, ne sont qu'une suite de l'erreur, que &c. &c. »

« *Délibéré à Douay le 18 Avril. 1782. Signés,*
Simon, d'Hauberfart, Depray, H. C. d'Hauberfart. »

Réponse. Ces Messieurs demandent que les prêteurs soient marchands (a); ils observent que la Dame de M. n'a prêté son argent que durant le tems de son négoce, qu'elle a toujours suivi le change le plus modéré, & fort inférieur à la détermination des ordonnances &c... Le tout considéré, je crois que la conclusion de ces avocats (supposé que le fait soit parfaitement conforme à leur exposé) est raisonnable. Je trouve seulement qu'ils sont un peu inconséquens, comme tous les écrivains du jour. Les deux points de leur consultation ne tiennent pas ensemble. Si l'argent est une matiere commercable,

(a) Cette condition justifie pleinement la doctrine de St. Thomas & des théologiens touchant la stérilité de l'argent, très mal à propos censurée par l'auteur de la *Théorie de l'intérêt de l'argent* * & quelques autres écrivains passionnés ou ignorans. Si St. Thomas regarde l'argent comme un corps mort qui ne produit rien, c'est qu'il le suppose entre les mains de gens qui ne sont pas engagés dans le négoce; nos avocats l'envisagent de la même façon.

* 15 Fév.
1781. p. 161